

Le conflit Arménie/Azerbaïdjan relancé par la Turquie



Article rédigé par cf2r.org, le 08 octobre 2020

Source [cf2r.org] Il y a désormais huit jours que les combats font rage dans le Haut-Karabakh. Le 27 septembre, dernier, le président azerbaïdjanais Ilham Aliev a déclenché une offensive massive contre cette république autoproclamée, peuplée à 100% d'Arméniens. Stepanakert, la ville principale du Haut-Karabakh, et les villages alentours ont été l'objet d'intenses tirs d'artillerie azéris. Ces bombardements ont entraîné une riposte d'Erevan. La mobilisation générale et l'état d'urgence ont été déclarés par l'Arménie et le Haut-Karabakh. Bakou a pris aussitôt des mesures similaires.

La Turquie s'est immédiatement rangée derrière son allié azéri, le président Erdogan qualifiant l'Arménie de « *plus grande menace pour la paix et la stabilité dans la région* » alors que tous les autres acteurs internationaux – Russie, Iran, ONU, Union européenne, États-Unis, etc. – ont appelé à une cessation immédiate des hostilités.

Le Haut-Karabakh (également dénommé Nagorny-Karabagh ou Artsakh) est un territoire arménien depuis l'Antiquité, en témoignent les nombreuses églises et monuments civils illustrant l'occupation ancestrale de la région.

Il a toujours existé une forte inimitié entre les Arméniens et les Tatars du Caucase, que l'on appelle depuis 1918 « Azéris ». En 1905-1906, des guerres éclatent entre les deux peuples. En 1915, des dirigeants nationalistes tatars du Caucase participent au processus qui conduit à l'extermination des Arméniens de l'Empire ottoman ; et en 1918 des massacres ont lieu à Bakou, dans le Karabakh et dans le Nakhitchevan (province azérie frontalière de la Turquie), territoire historiquement arménien vidé de sa population après la soviétisation.

Puis, les nationalismes régionaux sont étouffés sous le règne du Parti communiste pendant toute la période soviétique. L'oblast du Haut-Karabakh se voit même rattaché arbitrairement par Staline à la République socialiste soviétique (RSS) d'Azerbaïdjan en 1921, afin de maintenir de « bonnes relations » avec la Turquie de Mustapha Kemal, alors même que sa population est à 94% arménienne.

Les Arméniens du Haut-Karabakh vont alors faire l'objet de discriminations multiples de la part des Azerbaïdjanais, qui vont jusqu'à empêcher leurs liens avec la RSS d'Arménie voisine. Une véritable politique de « désarménisation » de la région est mise en place par les autorités de Bakou, notamment via des déplacements de populations et des démantèlements de villages. Lors de la désintégration de l'URSS, en 1991, la répartition reste toutefois de 76% d'Arméniens pour 24% d'Azéris.

En février 1988, les habitants du Haut-Karabagh réclament de nouveau le rattachement de leur région à la RSS d'Arménie. En réponse, les Azéris massacrent des populations arméniennes à Sumgaït, Bakou et Kirovabad[1]. Près de 400 000 Arméniens d'Azerbaïdjan fuient alors vers l'Arménie et vers Moscou. Parallèlement, environ 150 000 Azéris quittent l'Arménie soviétique par crainte de représailles.

S'ensuit alors un conflit ouvert entre les deux RSS[2]. Dans un premier temps (1988-1991), l'URSS et l'Armée rouge soutiennent l'Azerbaïdjan, les Arméniens connaissant alors une situation difficile. Puis, le rapport de forces s'inverse dans un second temps (1991-1994), après les indépendances consécutives à l'éclatement de l'URSS. Les volontaires arméniens affluent et infligent de nombreux revers à une armée azérie sous-équipée et très mal commandée[3]. Moscou se tient alors à équidistance des deux camps. A

partir du printemps 1993, les forces arméniennes prennent le contrôle de régions situées à la périphérie du Haut-Karabakh, d'où partent les bombardements d'artillerie contre leur province. Les succès militaires arméniens sont tels que l'Azerbaïdjan implore un cessez-le-feu en 1994.

A la fin de la guerre, les Arméniens contrôlent non seulement la région montagneuse du Haut-Karabakh (11 000 km²), mais aussi 9 % du territoire azerbaïdjanais. Ils chassent près 800 000 Azéris des zones avoisinant le Haut-Karabakh, se livrant à un nettoyage ethnique, toutefois sans massacre. De leur côté, les Azéris expulsent plus de 400 000 Arméniens.

Depuis cette date, des négociations entre les deux pays ont été ouvertes, sous la supervision du Groupe de Minsk^[4], mais n'ont jamais débouché, car deux principes juridiques s'opposent : le droit des peuples à l'autodétermination (Haut-Karabakh) *versus* le respect de l'intégrité territoriale (Azerbaïdjan).

Lors de son rattachement contesté en 1921 à la RSS d'Azerbaïdjan, le Haut-Karabakh avait un statut d'oblast autonome. De par la Constitution soviétique, ce statut lui donnait le droit de demander démocratiquement son rattachement à l'Arménie. Ce que fait le parlement de la région autonome en 1988, à la faveur de la *perestroïka*, sans succès. La République du Haut-Karabakh proclame toutefois son indépendance en septembre 1991, lors de la désintégration de l'URSS, plusieurs semaines avant que l'Azerbaïdjan ne déclare la sienne. Cette proclamation est la conséquence du ressentiment que les populations arméniennes éprouvent depuis plusieurs décennies suite aux restrictions de leur liberté culturelle et religieuse imposées par les autorités soviétiques et azerbaïdjanaises. Toutefois, lorsque l'Azerbaïdjan déclare à son tour son indépendance, il revendique ses droits sur le Haut-Karabakh et refuse de reconnaître celle de l'enclave arménienne.

Ainsi, le Haut-Karabakh, qui relève *de jure* à l'Azerbaïdjan depuis l'époque soviétique, échappe *de facto* à la souveraineté de Bakou depuis 1994. A noter qu'Erevan n'a jamais reconnu officiellement la République d'Artsakh afin de pouvoir trouver avec l'Azerbaïdjan une solution négociée à cette situation.

Mais au-delà des logiques juridiques, l'enjeu est aussi la légitime revendication du peuple arménien à vivre en sécurité sur la terre qui a toujours été la sienne, contre les velléités expansionnistes panturques de Bakou et d'Ankara, jadis responsables d'un génocide à son encontre.

UN CONFLIT RELANCÉ PAR L'EXPANSIONNISME TURC

Depuis sa déroute de 1994, grâce à l'argent du pétrole de la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan a profondément modernisé ses forces armées. En avril 2016, de violents combats frontaliers ont lieu à l'initiative de Bakou. Au cours de l'été 2020 encore, les forces azéries ont « violé » les frontières internationalement reconnues de l'Arménie, relançant délibérément les tensions, avant de déclencher, le 27 septembre 2020, une offensive militaire de grande ampleur contre la République autoproclamée de l'Artsakh. Si, depuis 15 ans, les tensions perdurent entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabakh soutenu par l'Arménie, Bakou a été encouragé à déclencher les hostilités actuelles par son allié turc, qui apporte un soutien militaire considérable à ses opérations offensives.

En effet, depuis l'accession d'Erdogan à la présidence (2014), la Turquie cherche à renouer avec sa « grandeur perdue » et avec son passé ottoman. Réislamisation, nationalisme et panturquisme ont ainsi été très largement encouragés par Erdogan qui s'est lancé dans une politique internationale agressive. Cela s'observe notamment depuis 2011 en Syrie, en Libye et en Egypte – soutien aux djihadistes et aux Frères musulmans – et depuis l'été 2020 en Méditerranée orientale, face à la Grèce et à Chypre. Surtout, elle s'exprime par le soutien politique et militaire d'Ankara à Bakou^[5] contre les territoires arméniens du Haut-Karabakh, conférant une dimension régionale au conflit.

Dans cette affaire, la Turquie est la seule puissance à ne pas appeler à un cessez-le-feu entre les belligérants. Au contraire même : elle affirme qu'elle se tiendra toujours aux côtés de l'Azerbaïdjan, qu'elle encourage à

repandre « *ses terres occupées* ». Pire, Ankara ne cesse de jeter de l'huile sur le feu ; Yunus Kilic, un député du Parti de la justice et du développement (AKP) a déclaré il y a quelques jours : « *Les récentes attaques de l'Arménie ne visent pas seulement l'Azerbaïdjan mais le monde turc dans son ensemble* »[6].

Comme dans le cadre de ses actions en Libye, le gouvernement turc n'a pas hésité à mobiliser – parallèlement à l'envoi d'avions de combat, de conseillers militaires et de membres de sa société militaire privée (la SADAT) – plusieurs centaines de djihadistes radicaux qu'il a employé précédemment contre le régime de Bachar El-Assad en Syrie, où ils ont commis de très nombreuses exactions, et en Libye, contre les forces du maréchal Haftar. Ainsi, Erdogan instrumentalise-t-il une nouvelle fois des djihadistes à son profit, transformant l'affrontement politico-militaire en une guerre religieuse.

En encourageant et soutenant l'Azerbaïdjan dans ce conflit, le président turc pense qu'il peut remporter une victoire facile et populaire contre les Arméniens du Haut-Karabakh. En effet, il connaît une importante chute de popularité dans son pays. Par ailleurs, ses actions internationales ne sont guère couronnées de succès. Il a vainement tenté de piéger la Russie à Idlib, puis en Libye. Et il vient d'être « bloqué » dans ses visées expansionnistes en Méditerranée orientale : l'Union européenne a fait front contre lui et la France a renforcé sa présence navale dans la zone et vendu des *Rafales* à la Grèce, le contraignant à faire machine arrière. C'est pourquoi une victoire turco-azérie contre les Arméniens redorerait son blason.

UNE INTENSE GUERRE DE L'INFORMATION

Depuis le début du conflit, le président Ilham Aliiev ne cesse de clamer que son armée ne fait que répondre à une agression arménienne. C'est évidemment là pure désinformation. A l'image d'Erdogan, lui aussi entretient depuis longtemps la haine et le ressentiment de son peuple contre les Arméniens. « *Nous avons une seule condition : le retrait total, inconditionnel et sans délai des forces armées de l'Arménie de notre terre. Si le gouvernement de l'Arménie accepte cette condition, les combats s'arrêteront et le sang cessera de couler* » a-t-il déclaré.

Le président azerbaïdjanais a remercié son homologue turc pour son soutien à l'Azerbaïdjan face aux « attaques » arméniennes. « *Dès les premières heures de l'attaque perpétrée par l'Arménie, la Turquie, en particulier Erdogan, a vivement condamné l'attaque et montré un soutien ferme. Le peuple azerbaïdjanais salue ce soutien* ». Aliiev a déclaré que « *l'Azerbaïdjan sera toujours aux côtés de la Turquie. L'Azerbaïdjan et la Turquie affichent leur solidarité dans tous les domaines conformément au principe « une nation, deux États » et se soutiennent toujours mutuellement sans hésitation* »[7].

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

[1] Ils se livrent notamment à de véritables pogroms en 1989 et 1990 dans les principales villes du pays. À propos des exactions qui eurent lieu en janvier 1990 à Bakou, voici ce qu'on relate un document de l'ONU : « *Pendant 5 jours, en janvier 1990 à Bakou, capitale d'Azerbaïdjan, on a tué, torturé, pillé, humilié les représentants de la communauté arménienne. Les femmes enceintes et les enfants étaient agressés, les fillettes violées sous les yeux de leurs parents ; sur le dos de leurs victimes, les massacreurs gravaient au fer rouge la croix chrétienne. Les gens étaient poursuivis simplement pour leur foi chrétienne.* » (ONU, Haut Commissariat aux droits de l'Homme, Document de la 17e session du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, juin 2011).

[2] Le conflit a fait 25 000 morts.

[3] Au cours du conflit, l'armée azérie totalement désorganisée fit appel à des moudjahidines afghans et aux combattants tchéchènes de Chamil Basaïev, mais ils ne purent influencer l'issue du conflit.

[4] Créé en 1992 par l'OSCE afin d'encourager la recherche d'une solution pacifique et négociée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Il est co-présidé par les Etats-Unis, la Russie et la France et comprend également l'Allemagne, la Biélorussie, la Finlande, l'Italie, la Pays-Bas, le Portugal, la Suède et la Turquie.

[5] Les deux pays se considèrent comme « une seule nation en deux Etats ».

[6] https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=69009

[7] *La voix de la Turquie*, 29 septembre 2020